

"Retarder l'ouverture des universités n'a aucun sens" (Paul Mayaux,...

4-5 minutes

Retrouver les cours en présentiel "le plus rapidement possible", c'est la demande formulée par les organisations étudiantes, parmi lesquelles la Fage et l'Unef qui étaient entendues par la ministre Frédérique Vidal le 26 et 27 novembre dans le cadre d'une consultation visant à faire remonter les propositions pour lutter contre la précarité étudiante et préserver la santé mentale des étudiants. Si elles jugent favorablement le doublement de l'enveloppe des aides d'urgence des Crous, les deux organisations ont réitéré leur demande de "mesures structurelles" pour soutenir les étudiants.



Paul Mayaux président de la Fage. Droits réservés - DR

"Nous avons demandé la réouverture des cours en présentiel, le

plus rapidement possible, dans des conditions sanitaires strictes", indique Maryam Pougetoux, vice-présidente de l'Unef, sollicitée dans le cadre d'une consultation de différents acteurs de la vie étudiante menée les 26 et 27 novembre par la ministre de l'ESRI. Une consultation censée permettre de faire remonter les propositions pour lutter contre la précarité étudiante et "préserver" la santé mentale des étudiants, alors que les appels se multiplient dans le supérieur pour hâter le retour sur les campus ([lire ici](#) et [ici](#)), prévu pour l'heure au 3 février 2020.

Doublement de l'enveloppe pour les aides d'urgence

"On a des jeunes qui sont dans des situations de détresse, retarder l'ouverture des universités n'a aucun sens", abonde Paul Mayaux, président de la Fage.

"Nous avons demandé au gouvernement d'assurer une mise à disposition des gels hydroalcooliques et des masques pour chaque étudiant et d'organiser une consultation avant le retour en présentiel, afin de garantir qu'il se fasse dans les meilleures conditions", dit Maryam Pougetoux.

Si pour le Cnous, le doublement de l'enveloppe spécifique dédiée aux aides d'urgence – qui passera de 24 millions à 50 millions – est jugée "à la hauteur des enjeux", l'Unef et la Fage réitèrent leurs appels à des réformes structurelles, du système des bourses pour la première, d'une facilitation des procédures d'autonomie avérée pour la seconde. "Les démarches pour se désolidariser du foyer fiscal des parents pour prendre en compte la situation réelle du jeune, sont aujourd'hui encore trop longues", regrette Paul Mayaux.

"On a une demande qui est croissante sur nos épiceries solidaires. À Aix-Marseille, par exemple, nous sommes passés de 500 à plus de 1 000 paniers alimentaires distribués par semaine depuis le reconfinement."

Encadrer les 1 600 étudiants référents

L'autre mesure avancée par le gouvernement, la mise en place de 20 000 jobs étudiants axés sur le tutorat et de 1 600 postes d'étudiants référents chargés de repérer au sein des résidences Crous les situations de mal-être, est jugée nécessaire sur le court-terme, mais insuffisante. Elle a même fait l'objet d'une alerte de la

part de la Fage : "Nous savons que la prévention par les pairs fonctionne, en revanche, faire accompagner des jeunes qui vont mal, par des jeunes qui vont également mal, si ces derniers ne sont pas encadrés et soutenus psychologiquement, cela pourrait avoir des conséquences catastrophiques", souligne-t-il.

Le réseau des Crous a de son côté rappelé la charge importante qui pèse sur les assistantes sociales et réitéré la demande de renforcement des moyens humains. Un point sur lequel est également revenue l'Unef, appelant dans le même temps à un recrutement plus important au sein des Sumps.